

SANDRA HOIBIAN ET PATRICIA CROUTTE

Quatre millions de Français fragilisés par la crise sanitaire

Depuis la mi-mars 2020, la France a adopté de multiples mesures pour contenir l'épidémie de Covid-19 : confinements, couvre-feux, interdiction ou restrictions d'activités, distanciation sociale, etc. Dans le cadre du lancement de l'Institut Vulnérabilités et Résiliences, le CRÉDOC, a cherché à établir un premier bilan des conséquences sociales de cette période en s'appuyant sur son enquête Conditions de vie et aspirations.

En mai 2021, alors que l'atmosphère était alors plutôt encourageante sur le front sanitaire, 31 % des Français déclaraient se sentir en situation de vulnérabilité, c'est dix points de plus qu'en 2018. 83 % des « nouveaux vulnérables » sont des actifs occupant très souvent des emplois précaires, dans le secteur privé, avec des revenus modestes, âgés de moins de 40 ans, avec souvent une charge de famille. Ils sont aux prises avec des difficultés d'accès ou de maintien en emploi. La perte de revenus les conduit à reporter ou à renoncer à des dépenses essentielles de logement, de santé, de voiture, d'alimentation. Ils expriment aussi de fortes inquiétudes économiques quant à l'avenir, probablement liées à des secteurs d'activité impactés par la distanciation sociale (tourisme, loisirs, transports...). Cette fragilisation a également des conséquences collectives, elle génère des formes de radicalité, une méfiance dans les institutions et le gouvernement. L'étude montre cependant l'impact positif des soutiens apportés pendant la crise par les associations ou les pouvoirs publics sur la capacité de ces personnes à aller de l'avant, et au-delà sur la cohésion sociale.

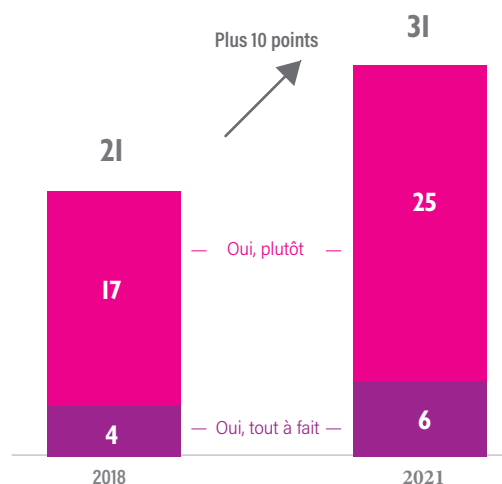
> Des actifs modestes, jeunes chargés de familles...

Comme le rappelle le dicton, un problème ne vient jamais seul : les soucis de santé se conjuguent souvent avec des difficultés d'emploi, lesquelles retentissent sur des tracasseries financières, des tensions dans le couple, des complications dans la scolarisation des enfants... C'est pourquoi dans cette enquête le CRÉDOC a cherché à proposer, à travers la vulnérabilité, une vision globale des problèmes rencontrés par une personne plutôt que des fragilités prises séparément comme la pauvreté, le handicap, l'isolement, le vieillissement... En mai 2021, 31 % des Français indiquent se sentir en situation de vulnérabilité. C'est dix points de plus qu'en 2018, où la question avait été posée à l'identique.

Un quart des personnes qui s'estiment vulnérables expliquent que la crise de la covid 19 a beaucoup joué dans leur situation. Ramené à l'ensemble de la population, c'est donc 8 % des Français de 15 ans et plus, soit quatre millions de personnes, qui ont basculé dans une situation préoccupante. ●●●

TROIS PERSONNES SUR DIX SE SENTENT AUJOURD'HUI VULNÉRABLES

Vous sentez-vous aujourd'hui en situation de vulnérabilité ?



Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Les trois quarts des « nouveaux vulnérables » (ceux qui pointent l'impact négatif de la crise sanitaire sur leur situation) sont confrontés à un cumul de fragilités (logement, emploi, santé, isolement, relégation territoriale) contre 30 % des Français qui estiment ne pas être en situation de vulnérabilité.

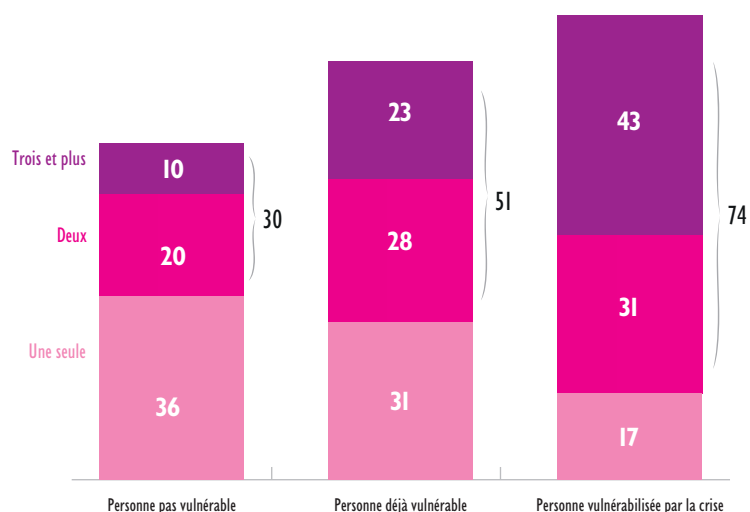
Ces soucis sont d'autant plus difficiles à vivre que ces actifs modestes vulnérabilisés par la période sont souvent chargés de famille (37 % des cas contre 27 % des « non vulnérables ») et plutôt jeunes (47 % ont moins de 40 ans contre 31 %). 68 % sont des actifs, en emploi ou au chômage (contre 58 %). Ils sont très présents dans le secteur privé (74 % contre 64 %). Peu diplômés (un « nouveau vulnérable » sur deux n'a pas le baccalauréat contre 35 % des actifs non vulnérables), ils travaillent souvent dans des secteurs qui ont dû recourir au chômage partiel (commerces, hébergement-restauration, activités culturelles et de services aux ménages) : 31% ont connu le chômage technique sur les trois derniers mois contre 18 % des non vulnérables. Ils habitent plus souvent en Île-de-France, région constituant le principal bataillon de salariés en activité partielle.

> ... dont l'accès ou le maintien dans l'emploi s'est dégradé

C'est la fragilisation de leur situation professionnelle qui distingue les « nouveaux vulnérables ». Le monde de l'entreprise a connu, en effet de multiples bouleversements : télétravail, réorganisations, fermeture de certaines activités, etc. Les « nouveaux vulnérables » évoquent très clairement des obstacles pour accéder à l'emploi, ou s'y maintenir (42 % des cas) : recherches d'emploi complexifiées, emplois précaires, soucis quant à la pérennité de l'emploi, ou de l'entreprise en question. Il est vrai que 34 % sont en CDD (contre 16 % des non vulnérables), 14 % sont au chômage (contre 6 % des non vulnérables). À l'inverse, les actifs « non vulnérables » semblent avoir été moins affectés : 41 % indiquent que la période n'a eu aucun impact sur leur vie professionnelle.

UN CUMUL DE DIFFICULTÉS NETTEMENT PLUS ÉLEVÉ CHEZ LES PERSONNES RENDUES PLUS VULNÉRABLES PAR LA CRISE

Nombre de fragilités (parmi les suivantes : problèmes d'emploi, de logement, de santé, isolement relationnel, relégation territoriale) selon que la personne déclare avoir été vulnérabilisée par la crise sanitaire

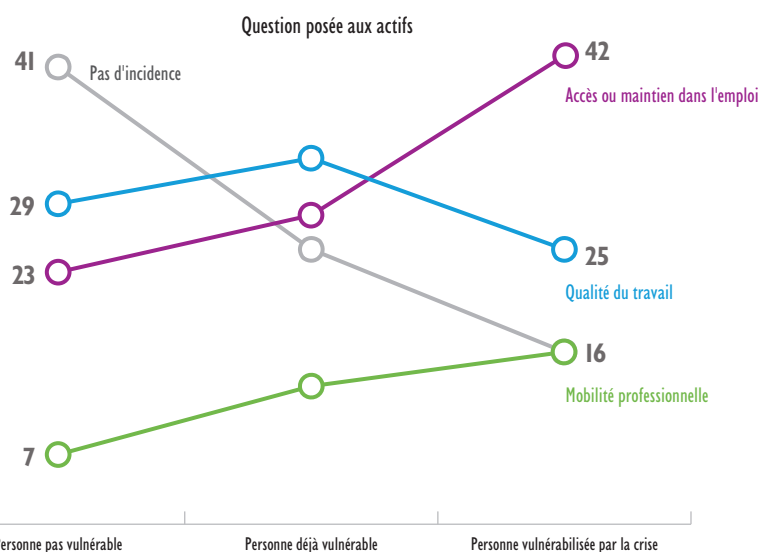


Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Lecture : 74 % des personnes vulnérabilisées par la crise sont en prise avec plusieurs difficultés contre 51 % des personnes déjà vulnérables.

UNE NOUVELLE PRÉCARITÉ PROFESSIONNELLE LIÉE À LA CRISE DU COVID 19

Qu'est-ce que la crise sanitaire a rendu le plus difficile ?



Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Lecture : Parmi les personnes vulnérabilisées par la crise, 42 % indiquent que la crise a rendu difficile leur accès ou leur maintien en emploi contre 23 % des personnes pas vulnérables.

Les montants considérables d'épargne constitués par les ménages à la faveur de la crise ont été largement évoqués, les revenus d'une grande partie de la population ayant été protégés, et les dépenses mécaniquement diminuées. Le Conseil d'analyse économique a toutefois montré dès le premier confinement la très grande disparité des situa-

tions : 70 % du surplus d'épargne a été accumulé par les 20 % des ménages les plus aisés.

La situation financière des « nouveaux vulnérables » est tout autre. 61 % déclarent que leur situation financière s'est dégradée en raison de la crise sanitaire contre 17 % des « non vulnérables ». 22 % n'ont pas pu au cours

de l'année écoulée payer leurs charges d'électricité (contre 7 %). 20 % ont dû suspendre leurs abonnements téléphoniques ou internet, pourtant si indispensables dans la période, 18 % n'ont pu payer leur loyer ou rembourser leur emprunt immobilier, 18 % n'ont pas pu payer leurs impôts, 17 % leurs assurances habitation, véhicule, 17 % des frais de scolarité, et 16 % leurs crédits. Au total 40 % des actifs modestes fragilisés par la crise sanitaire ont été en défaut de paiement sur l'une ou l'autre de ces charges, contre 13 % des non vulnérables.

Au-delà des difficultés professionnelles et financières, les publics fragilisés par la période ont été un peu plus infectés par le Coronavirus (13 % déclarent avoir été infectés par la covid contre 7 % des « non vulnérables »)

Si une partie de ces personnes espèrent que leur situation sera temporaire (30 % pensent que leurs conditions de vie seront meilleures dans 5 ans, contre 22 % des non vulnérables), la moitié ne voient pas vraiment d'issue positive et pensent même que leur situation va continuer à se détériorer (49 % contre 33 % des non vulnérables). Et beaucoup se sentent entravés, sans réelle maîtrise de leur vie : 29 % indiquent une impossibilité à « vivre leur vie comme ils l'entendent », contre 15 % des « non vulnérables ».

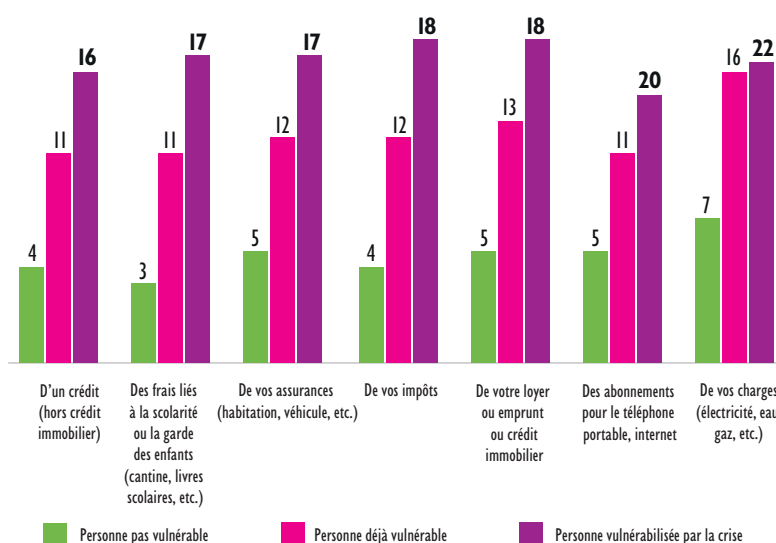
> Des conséquences préoccupantes pour le vivre ensemble

La multiplication des difficultés et le sentiment d'impasse lié aux bouleversements de l'activité économique se traduisent par un bien-être individuel dégradé. Seuls 32 % des « nouveaux vulnérables » disent se sentir heureux dans leur vie actuelle, contre 73 % des « non vulnérables ».

Les conséquences ne sont pas seulement individuelles, elles sont également préoccupantes pour la cohésion sociale. La défiance dans les institutions, émanant de personnes fragilisées par les mesures d'endiguement de la pandémie, est marquée. En particulier, les « nouveaux vulnérables » se montrent

UNE GRANDE DIFFICULTÉ À ASSUMER SES CHARGES FINANCIÈRES

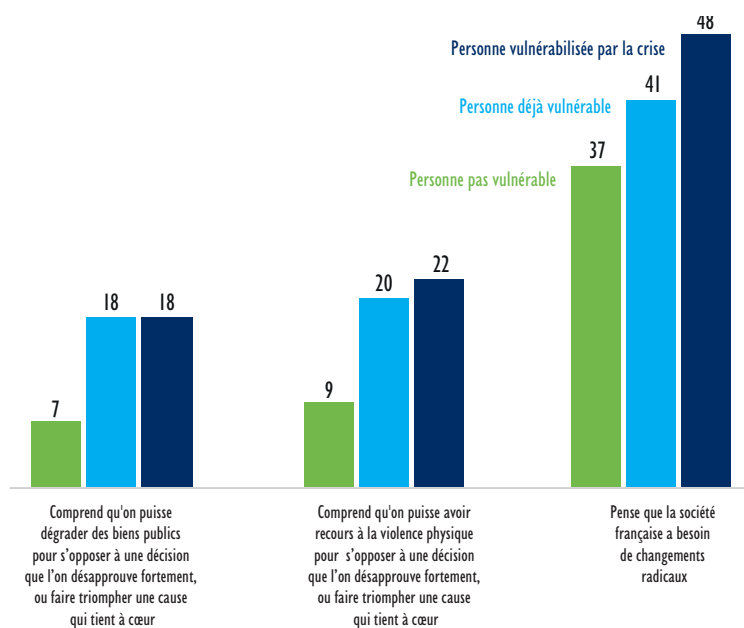
Au cours des douze derniers mois, vous est-il arrivé de ne pas pouvoir payer tout ou partie de...



Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Lecture : 22 % des personnes vulnérabilisées par la crise ont eu des difficultés à payer des charges contre 16 % des personnes déjà vulnérables.

DES DIFFICULTÉS QUI FONT LE LIT D'UNE CERTAINE RADICALITÉ



Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Lecture : 48 % des personnes vulnérabilisées par la crise pensent que la société a besoin de changements radicaux contre 37 % des personnes pas vulnérables.

moins confiants dans la protection sociale (60 %, soit 12 points de moins que les non vulnérables), et dans les entreprises privées (50 %, -13 points). Leur statut précaire dans l'emploi leur donne probablement le sentiment de passer entre les mailles du filet de l'État providence. Au-delà, un « nouveau vulnérable » sur deux pense que la société

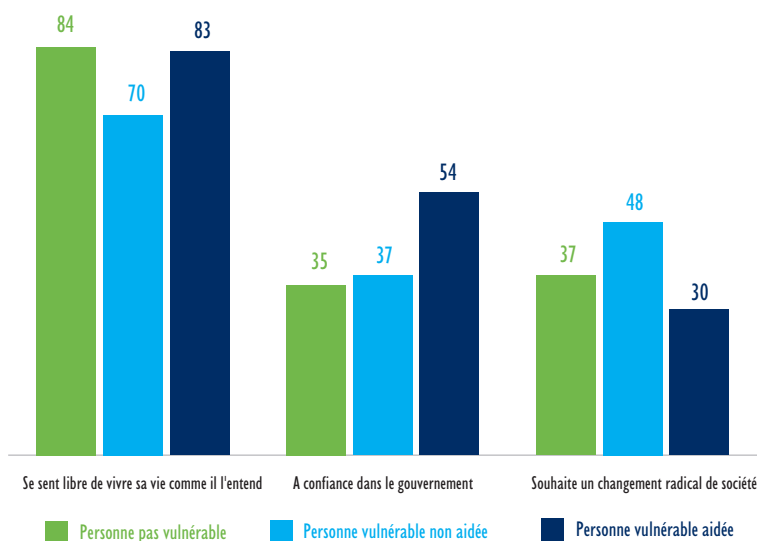
française a besoin de changements radicaux (10 points de plus que chez les non vulnérables). Ils se montrent également plus compréhensifs vis-à-vis d'actions violentes contre les biens ou les personnes pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou pour faire triompher une cause qui tient à cœur.

> Les aides ont un impact positif malgré des trous dans la raquette

L'étude du CRÉDOC montre enfin l'importance de l'accompagnement des personnes vulnérables « au bon moment », avant que l'écheveau des problèmes devienne quasi inextricable. Les années 2020-2021 n'ont pas seulement été exceptionnelles sur le plan sanitaire. La réaction des pouvoirs publics et du tissu associatif a été immédiate et massive pour limiter les impacts sociaux des confinements et restrictions d'activité économique. Les initiatives et dispositifs de soutien ont été nombreux : aides financières exceptionnelles, demande d'ouverture de droits, règlement de loyers ou de charges, soutien psychologique, report ou baisse des impôts, aides en nature, aide à l'équipement ou l'utilisation des outils numériques, aide pour faire face à des violences... Au total, 22 % de la population a sollicité une de ces aides dans la période, et 17 % en a obtenu au moins une.

Au sein des « nouveaux » vulnérables, un tiers (35 %) a bénéficié d'aides, (contre 13 % des « non vulnérables »). Selon que l'on considère le verre à moitié vide ou à moitié plein, on pourra voir là le signe que les dispositifs spécifiques ont été bien ciblés pour pallier les « trous dans la raquette » et surmonter les nouvelles difficultés ; ou regretter que deux personnes sur trois fragilisées par la période restent tout de même sans aide. On pourra aussi s'interroger sur la moindre obtention d'aides des personnes qui étaient déjà en situation de vulnérabilité avant la crise (24 %). Ont-elles moins sollicité d'aides parce qu'elles étaient déjà accompagnées ou parce que les aides ne leur étaient pas

LES AIDES GÈNÈRENT UN SENTIMENT D'AUTONOMIE ET AUGMENTENT LA CONFIANCE DANS LES POUVOIRS PUBLICS



Source : CRÉDOC, Observatoire des vulnérabilités, mai 2021.

Lecture : 30 % des personnes vulnérables aidées souhaitent un changement radical de société contre 48 % des personnes vulnérables non aidées.

L'INSTITUT VULNÉRABILITÉS ET RÉSILIENCES

Le CRÉDOC, avec le soutien financier de la Fondation Sanofi Espoir pour sa première année et un partenariat avec de nombreuses associations, fondations, organismes privés, pouvoirs publics, chercheurs et personnes en situation de vulnérabilités, lance l'Institut Vulnérabilités et Résiliences. Cet observatoire a pour vocation de rapprocher les connaissances et initiatives des multiples acteurs impliqués dans la solidarité, de produire des savoirs et d'identifier des leviers d'appui aux personnes en situation de vulnérabilité dans une approche globale des personnes et de la société.

Le premier projet de cet institut a été de dresser un état des lieux de la vulnérabilité après un an de crise sanitaire. Cet état des lieux s'est appuyé sur l'enquête Conditions de vie et aspirations du CRÉDOC. Cette enquête est menée trois fois par an : en janvier, mai et septembre auprès d'un échantillon national représentatif de 3000 personnes âgées de 15 ans et plus. Elle existe depuis 1978, avec la possibilité d'étudier des séries longues sur quarante ans.

destinées, ou par une forme de renoncement ? Quoi qu'il en soit, avoir reçu un appui des pouvoirs publics ou des associations fait une vraie différence sur la résilience individuelle et collective.

Lorsqu'elles ont été aidées par ces dispositifs exceptionnels, les personnes vulnérables sont 83 % à se sentir libres de

vivre leur vie comme elles l'entendent, soit la même proportion que les non vulnérables. Elles retrouvent également un niveau de confiance similaire dans la protection sociale ou les entreprises privées, et appellent beaucoup moins souvent de leurs vœux un changement radical de société. ■

Pour en savoir plus

- > Une société affaiblie par la crise sanitaire, Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Solen Berhuet, Observatoire des vulnérabilités 2021, à paraître en novembre 2021.
- > Colloque en ligne organisé les 18 et 19 novembre 2021 ; renseignements sur www.credoc.fr